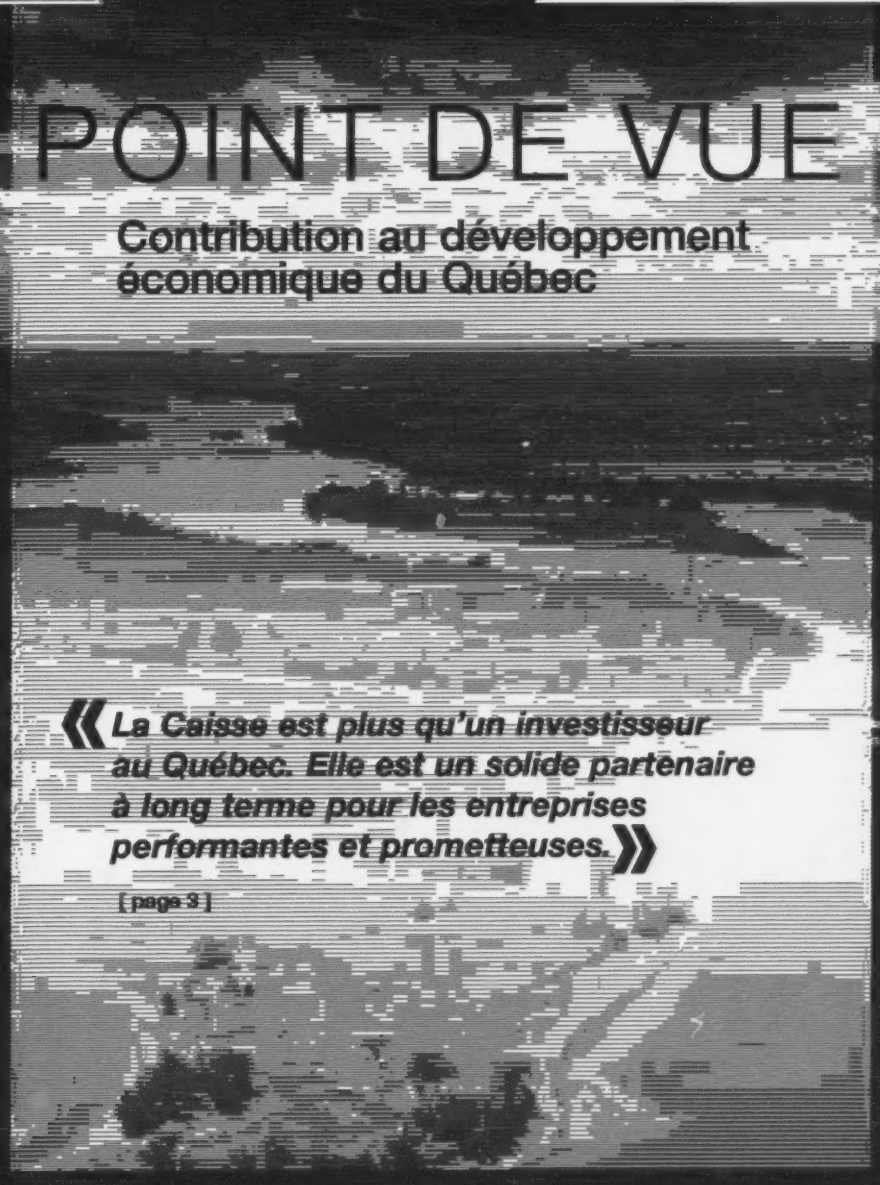
[Été 2011]

POINT DE VUE

Contribution au développement économique du Québec



« La Caisse est plus qu'un investisseur au Québec. Elle est un solide partenaire à long terme pour les entreprises performantes et prometteuses. »

[page 3]

Les réalisations de la Caisse au Québec en 2010

13,6 % RENDEMENT GLOBAL DE LA CAISSE

151,7 G$ ACTIF NET DE LA CAISSE

LA CAISSE AU QUÉBEC EN QUELQUES CHIFFRES CLÉS

ACTIF TOTAL AU QUÉBEC
36,5 G$

AUGMENTATION DE L'ACTIF TOTAL AU QUÉBEC
3,0 G$

ACTIF TOTAL DANS LE SECTEUR PRIVÉ QUÉBÉCOIS
20,5 G$

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS ET ENGAGEMENTS AUPRÈS D'ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
1,7 G$

1er PARTENAIRE DES ENTREPRISES AU QUÉBEC EN MATIÈRE DE FINANCEMENT À LONG TERME

500 PARTENAIRE DE PRÈS DE 500 ENTREPRISES QUÉBÉCOISES

LA CAISSE : UN DES PLUS IMPORTANTS INVESTISSEURS DANS LE SECTEUR IMMOBILIER AU QUÉBEC

500 IMMEUBLES

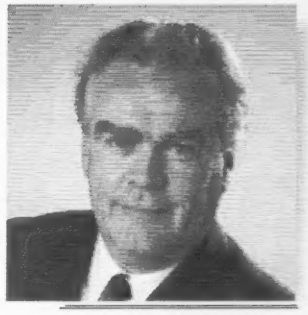
293 IMMEUBLES À BUREAU ET PARCS D'AFFAIRES

130 CENTRES DE COMMERCE DE DÉTAIL

77 IMMEUBLES MULTIRÉSIDENTIELS ET HÔTELS

Au 31 décembre 2010

Un engagement ferme et des actions concrètes au Québec



NORMAND PROVOST
Premier vice-président, Placement privés et chef des Opérations

La Caisse de dépôt et placement du Québec joue un rôle de premier plan dans l'économie québécoise. Dans le cadre des deux volets de sa mission, elle sert à la fois les intérêts de ses déposants, en leur offrant des rendements intéressants, et ceux des entreprises québécoises, en investissant dans leur croissance et leur pérennité. Ce faisant, son action génère des retombées économiques aussi bénéfiques que significatives.

Soucieuse d'optimiser son rôle de chef de file au Québec, la Caisse s'est dotée d'un plan d'action en 2010 afin de renforcer encore davantage sa présence québécoise. Pour ce faire, elle compte miser sur ses avantages comparatifs, soit sa connaissance approfondie du Québec, son rôle d'investisseur à long terme, sa masse critique et son envergure internationale. Déployé étape par étape, ce plan d'action se concentre sur quatre grands objectifs :

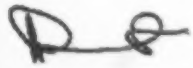
- augmenter les investissements au Québec;
- appuyer les entreprises québécoises performantes dans leurs projets de croissance ici et à l'étranger;
- travailler avec le milieu universitaire et la communauté financière pour favoriser la formation d'une relève forte;
- privilégier l'achat de biens et services québécois ainsi qu'une gestion axée sur le développement durable.

Parmi les initiatives mises en place dans le cadre de ce plan d'action figurent la création d'un comité de coordination de haut niveau, d'équipes de travail formées de représentants de tous les secteurs d'activité, ainsi que d'un groupe responsable du développement d'affaires au Québec. L'approche de partenariat, qui a toujours caractérisé le modèle d'affaires de la Caisse, est également privilégiée. D'ailleurs, des ententes ont été conclues en 2010 avec la Banque HSBC et le Mouvement Desjardins dans cette foulée.

À peine un an après sa mise en place, le plan d'action de la Caisse au Québec a déjà donné des résultats probants, comme vous pourrez le constater tout au long de cette publication. Au cours de l'année 2010 seulement, l'actif total de la Caisse au Québec a augmenté de 3,0 G$, pour atteindre 36,5 G$. Bien que cette hausse provienne de toutes les catégories d'investissement de l'institution, l'appui au secteur privé québécois demeure prioritaire et particulièrement important. En effet, la Caisse est le partenaire de près de 500 entreprises du Québec, si bien que son actif total dans le secteur privé québécois s'élève à 20,5 G$.

La Caisse est plus qu'un investisseur au Québec. Elle est un solide partenaire à long terme pour les entreprises performantes et prometteuses. Et non seulement leur offre-t-elle un appui financier, mais elle soutient leur expansion grâce à l'expertise locale et internationale de ses équipes et à son réseau de relations d'affaires d'envergure mondiale. Voilà comment se traduit l'engagement de la Caisse à soutenir le dynamisme de l'économie québécoise.

Le premier vice-président, Placements privés et chef des Opérations,



Normand Provost

La Caisse est déterminée à aller au bout de ses capacités pour mieux servir ses déposants, les entreprises québécoises et le Québec.

Énoncé de contribution de la Caisse au développement économique du Québec

La Caisse de dépôt et placement du Québec a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à sa loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital de ses déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du québec.

Les questions de rendement et de développement économique vont de pair. La Caisse veut mettre à profit toutes ses capacités au service du développement économique du Québec. Cela s'articule par notre rôle de leadership auprès de l'entrepreneuriat au Québec, au moyen d'investissements dans des entreprises performantes et susceptibles de générer des rendements avantageux pour nos déposants.

Appuyée par la performance globale des entreprises financées, cette contribution s'inscrit également par le soutien de leur croissance, le renforcement des marchés financiers québécois et l'optimisation de nos dépenses d'exploitation au Québec.

Sa proximité et sa connaissance approfondie du Québec, sa capacité d'investisseur à long terme, sa masse critique et son envergure internationale constituent des avantages comparatifs donnant aujourd'hui à la Caisse de dépôt et placement du Québec l'opportunité d'agir en renouvelant et en ciblant son engagement envers les priorités suivantes :

1. Chercher et saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissements

Investir des fonds et appuyer des entreprises performantes dans une perspective de développement économique à long terme, tout en produisant un rendement qui permet à nos déposants de s'acquitter de leurs obligations.

- Identifier et réaliser des investissements rentables à long terme dans les domaines que nous connaissons bien.
- Investir dans les moyennes entreprises québécoises capables de se développer en sociétés de plus grande envergure.
- Forger des partenariats institutionnels afin d'offrir aux entreprises partout au Québec une expertise variée et de meilleurs services et outils financiers.

2. Servir de pont sur la scène mondiale

Offrir notre expertise diversifiée, nos réseaux et nos investissements auprès d'entreprises québécoises capables de saisir les occasions d'affaires au sein des marchés internationaux, afin d'accroître leur présence et d'accélérer leur croissance.

- Maximiser notre présence, nos réseaux et notre niveau d'expertise dans tous les grands marchés.
- Investir dans les entreprises québécoises et accompagner ces dernières afin de développer de nouveaux produits, renforcer leur expansion internationale et accélérer leur croissance.
- Renforcer les partenariats stratégiques avec des investisseurs institutionnels actifs mondialement, tout en les intégrant au renforcement de notre expertise financière.

3. Contribuer à l'expertise financière au Québec

Exploiter la diversité et l'étendue de l'ensemble de nos secteurs d'activité afin de renforcer l'expertise et le rôle de la Caisse à titre d'intégrateur financier, de partager notre savoir et d'accentuer notre présence au sein des communautés du Québec.

- Appuyer des initiatives structurelles pour dynamiser davantage l'industrie financière au Québec.
- Mettre en oeuvre avec les universités et d'autres partenaires des initiatives de développement afin d'enrichir l'expertise financière et cultiver la relève.
- Soutenir le développement d'une expertise en matière d'investissement responsable et de développement durable.

Contexte macroéconomique du Québec en 2010.

Les réalisations de la Caisse en 2010 au Québec se sont opérées dans un contexte économique et financier marqué par la turbulence et l'incertitude. À la Caisse, nous sommes demeurés fidèles aux principes de «gros bon sens» que nous avions mis de l'avant l'an dernier: performance, souci du client, rigueur et simplicité.

La relance de l'économie québécoise, amorcée au printemps 2009, s'est poursuivie en 2010 grâce à une demande intérieure robuste et à des politiques monétaires et fiscales accommodantes. Le programme d'infrastructures, qui avait permis au Québec de se distinguer de l'ensemble du Canada pendant la crise, a continué de soutenir la croissance. L'amélioration de la profitabilité des entreprises et le faible niveau des taux d'intérêt ont alimenté le rebond de l'investissement privé. De plus, la forte appréciation du dollar canadien a favorisé l'importation de biens d'équipement en réduisant les coûts d'acquisition.

La vigueur du marché du travail, caractérisée par la création d'environ 90 000 emplois de la fin 2009 à la fin 2010, les conditions de crédit favorables et un marché de l'immobilier en expansion ont encouragé la consommation des ménages. Le taux de chômage québécois, après avoir été pendant plusieurs décennies plus élevé que dans l'ensemble du Canada, a terminé l'année 2010 à 7,5 %, soit 0,1 % de moins qu'au Canada. Les créations d'emplois dans les secteurs des soins de la santé et des services professionnels, scientifiques et techniques sont, entre autres, à l'origine de cette embellie.

Le Québec, qui avait obtenu une croissance réelle supérieure à celle du Canada et des États-Unis en 2009, a encore bien son épingle du jeu en 20-10 avec une croissance de 2,8 %, comparativement à 3,1 % et à 2,9 % pour ces-derniers.

Les avantages comparatifs de la Caisse

- Connaissance approfondie du Québec
- Rôle d'investisseur à long terme
- Masse critique
- Envergure internationale

Chercher et saisir les meilleures occasions d'affaires et d'investissements

Réaliser des investissements dans les domaines que nous connaissons bien

En 2010, soucieuse de renforcer sa contribution à l'économie québécoise, la Caisse a réalisé plusieurs investissements en misant sur ses avantages comparatifs, dont sa connaissance de l'environnement d'affaires et du marché québécois.

La Caisse offre un appui important aux entreprises, la plupart du temps à une étape charnière de leur développement, comme dans le cadre d'un projet d'expansion ou d'acquisition. À l'heure actuelle, près de 500 entreprises québécoises bénéficient de cet appui.

L'actif total de la Caisse au Québec

L'actif total de la Caisse au Québec s'élevait à 36,5 G$ au 31 décembre 2010, en hausse de 3 G$ par rapport à la fin de l'exercice précédent.

Le tableau 1 présente l'actif total de la Caisse par type de placement, soit les obligations gouvernementales et de sociétés, les titres de sociétés cotées sur les marchés boursiers, les placements du groupe Placements privés et les placements du groupe Immobilier. En 2010, l'actif total a augmenté dans chacune de ces catégories.

Dans le secteur privé, la Caisse est le partenaire à long terme de choix des entreprises du Québec. Ainsi, l'actif total dans ce secteur s'élevait à 20,5 G$ à la fin de 2010, une hausse de 1,8 G$ par rapport à 2009. Cette proportion de l'actif total dans le secteur privé démontre l'engagement de la Caisse envers les entreprises québécoises, qui sont le moteur de la croissance économique et de la création d'emplois au Québec.

Tableau 1

ACTIF TOTAL DE LA CAISSE AU QUÉBEC
(au 31 décembre — en milliards de dollars)

	2010	2009
Obligations	22,8	22,1
Marchés boursiers	2,7	2,1
Groupe Placements privés	4,2	3,4
Groupe Immobilier	6,8	5,9
Total	**36,5**	**33,5**
Secteur privé	20,5	18,7
Secteur public	16,0	14,8
Total	**36,5**	**33,5**

Tableau 2

ACTIF AU QUÉBEC — OBLIGATIONS
(au 31 décembre — en milliards de dollars)

	2010	2009
Secteur public québécois		
Gouvernement du Québec	9,0	8,0
Hydro-Québec	4,4	4,2
Autres sociétés d'État	1,8	1,5
Municipalités et sociétés paragouvernementales	1,0	1,1
Sous-total	**16,0**	**14,8**
Secteur privé : titres de sociétés	6,8	7,3
Total	**22,8**	**22,1**

Une augmentation de l'actif de 700 M$ en obligations

L'actif total de la Caisse au Québec en titres obligataires du secteur public et du secteur privé s'élevait à 22,8 G$ au 31 décembre 2010, en hausse de 700 M$ par rapport à l'année précédente. La Caisse est un des plus importants détenteurs d'obligations gouvernementales québécoises, avec un portefeuille de près de 9 G$, en hausse de 1,0 G$ par rapport à 2009 (voir le tableau 2, p. 6).

Au plus fort de la crise de liquidité de 2009, alors que l'accès au financement était plus difficile, la Caisse a octroyé des prêts importants à plusieurs entreprises du Québec. Les conditions de marché s'étant grandement améliorées depuis, certaines entreprises ont profité d'un niveau de liquidité appréciable pour rembourser une partie ou la totalité de leur prêt. Cette situation explique en partie la légère baisse en 2010 de l'actif total sous forme de titres obligataires du secteur privé québécois.

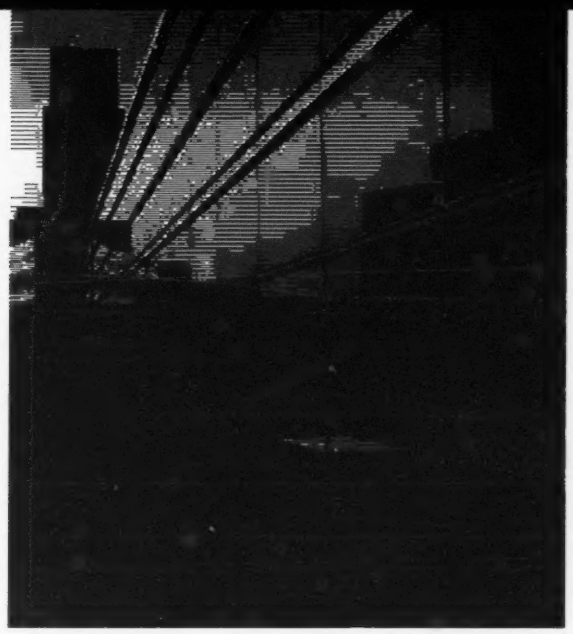
Par ailleurs, en 2010, la Caisse a renouvelé le prêt de plusieurs entreprises québécoises en portefeuille, telles que la Corporation de Sécurité Garda World et TransForce.

GARDA

Avec l'aide de la Caisse, la Corporation de Sécurité Garda World a refinancé sa dette en 2010. Garda est l'une des entreprises mondiales les plus réputées en matière d'enquêtes, de services-conseils et de sécurité. Ce refinancement a permis à l'entreprise d'améliorer sa structure financière et lui a offert une meilleure flexibilité pour assurer sa croissance future.

TransForce

La Caisse a également investi dans TransForce, un chef de file du secteur des transports et de la logistique au Canada. En 2010, un syndicat financier dont faisait partie la Caisse s'est engagé à accorder à l'entreprise une facilité de crédit de 650 M$ afin de refinancer sa dette bancaire existante.



FAITS marquants

MARC CORMIER
Premier vice-président, Revenu fixe

Quels ont été les faits marquants de l'année 2010?

Plusieurs éléments ont influencé le secteur obligataire dans son ensemble, dont la situation des pays périphériques en Europe ainsi que les assouplissements monétaires aux États-Unis. Par ailleurs, les marchés sont redevenus plus liquides et les emprunteurs, au Québec notamment, ont plus de choix en matière de crédit. Plusieurs entreprises ont donc cherché des solutions de financement à moindre coût ou ont décidé de diminuer leur niveau d'endettement. Cela s'est traduit par le non-renouvellement d'emprunts arrivant à échéance et le remboursement par anticipation de certains prêts.

Comment s'annonce l'année 2011?

Considérant les questions sur l'endettement souverain européen qui perdurent ainsi que sur l'état de l'économie en général, nous croyons que les marchés de financement risquent d'être un peu plus volatils. Les entreprises agissent prudemment pour la grande part. Des occasions d'affaires se présenteront sans doute à celles-ci et la Caisse demeure présente dans le marché.

Une augmentation de l'appui de la Caisse aux sociétés québécoises cotées en Bourse

Au 31 décembre 2010, l'actif du portefeuille spécialisé Actions canadiennes dans les entreprises québécoises s'élevait à 2,7 G$, représentant une augmentation de 600 M$ par rapport à 2009.

Cette augmentation reflète, entre autres, la volonté de la Caisse de miser encore plus sur l'avantage comparatif important que lui procurent sa proximité et ses relations étroites avec les entreprises d'ici, ce qui se traduit par une connaissance approfondie du marché québécois. À la fin de 2010, la Caisse détenait 45 sociétés québécoises en portefeuille, dont cinq constituaient de nouveaux placements.

Le tableau 3 présente les dix plus grandes positions dans les sociétés québécoises cotées en Bourse.

En février 2011, la Caisse a de plus annoncé que, depuis la fin de 2009 jusqu'à ce jour, elle avait augmenté ses placements dans les sociétés québécoises cotées en bourse de 800 M$.

Le nouvel indice Québec Morningstar Banque Nationale, consacré exclusivement aux entreprises québécoises, a également été intégré dans l'indice de référence du portefeuille spécialisé Actions canadiennes. Ce dernier est ainsi beaucoup plus représentatif de la composition du portefeuille et reflète mieux le poids du Québec dans l'économie canadienne, qui est d'environ 20 %, alors que les titres des sociétés québécoises ne comptent que pour environ 10 % dans l'indice S&P/TSX. L'indice de référence du portefeuille Actions canadiennes est maintenant composé à 90 % de l'indice S&P/TSX et à 10 % de l'indice Québec Morningstar Banque Nationale.

Tableau 3

LES DIX PLUS GRANDES POSITIONS — MARCHÉS BOURSIERS
(au 31 décembre 2010)

Astral Média Inc.
Banque Nationale du Canada
Bombardier Inc.
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Groupe CGI Inc.
Groupe SNC-Lavalin Inc.
Les Mines de fer Consolidated Thompson Ltée
Power Corporation Canada
RONA Inc.
Les vêtements de Sport Gildan Inc.

FAITS marquants

JEAN-LUC GRAVEL
Premier vice-président, Marchés boursiers

Les entreprises québécoises se sont-elles démarquées sur les marchés boursiers en 2010?

Dans l'ensemble, la performance des titres de sociétés québécoises a légèrement surpassé celle des entreprises du reste du Canada. Deux secteurs se sont démarqués, soit les ressources naturelles et les produits industriels, et les entreprises à petite et moyenne capitalisation ont connu une année particulièrement positive.

Comment voyez-vous le rôle la Caisse auprès des entreprises québécoises inscrites en Bourse?

Nous souhaitons miser sur notre expertise pour aider les entreprises québécoises dans leur expansion ailleurs au Canada et à l'étranger. Nous voulons aussi appuyer les sociétés à très petite capitalisation et allons consacrer 50 M$ additionnel à ce type d'investissement. Enfin, nous avons adopté le nouvel indice Québec Morningstar Banque Nationale. Nous croyons que cet indice augmentera la visibilité des entreprises québécoises qui en font partie et entraînera d'autres investisseurs à acquérir leurs titres.

D-BOX

En février 2010, la Caisse a investi 7,1 M$, sous forme d'actions et de bons de souscription, dans la société D-Box afin de l'appuyer dans ses activités à l'international. D-Box est un chef de file mondial des systèmes de production de mouvement destinés principalement à l'industrie du cinéma. Elle est particulièrement connue pour ses fauteuils qui créent des mouvements synchronisés avec l'action se déroulant sur le grand écran. D-Box collabore d'ailleurs avec plusieurs studios parmi les plus grands de l'industrie.

Une augmentation de 870 M$ des actifs du groupe Placements privés

La Caisse investit sous forme de placements privés, directement et par l'entremise de fonds, dans plus de 400 sociétés québécoises. Son groupe Placements privés gère les portefeuilles Infrastructures et Placements privés.

Le placement privé est négocié de gré à gré avec les entreprises. La Caisse est reconnue pour la grande expertise qu'elle a acquise dans ce domaine depuis une trentaine d'années.

Les actifs en placements privés au Québec s'élevaient à 4,2 G$ au 31 décembre 2010, soit une augmentation de près de 870 M$ par rapport à 2009. Le tableau 4 présente les dix principaux placements privés au Québec.

En 2010, la Caisse a autorisé une dizaine de nouveaux placements pour un total de 680 M$. Outre l'augmentation importante de sa participation dans Gaz Métro, elle a investi dans quelques fonds et moyennes entreprises. Par exemple, elle a réinvesti 10 M$ dans Sodemex, une société en commandite détenant un portefeuille de 95 M$ investis dans 61 sociétés de petite capitalisation du secteur minier québécois. La Caisse a également appuyé de nouveau l'entreprise Mechtronix, un chef de file de l'industrie des simulateurs de vol, par un investissement de 4,4 M$.

La Caisse acquiert des participations dans des entreprises québécoises solides qui offrent un excellent potentiel de croissance. Cela explique en partie la hausse de valeur qu'ont connue ses placements en 2010.

Tableau 4

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC — GROUPE PLACEMENTS PRIVÉS
(au 31 décembre 2010)

Camoplast Inc.
Domtar Corp
Fiera Axium Infrastructure Canada LP
Fonds Alterinvest SEC II
GLV Inc
JA Bombardier (JAB) Inc.
Noverco Inc. (Gaz Métro)
Quebecor Media Inc.
SSQ Vie
Yellow Média Inc.

FAITS marquants

NORMAND PROVOST
Premier vice-président, Placements privés et chef des Opérations

Quels ont été les faits marquants de l'année 2010?

Plus que jamais en 2010, nous avons cherché à nous rapprocher davantage des entreprises à travers la province. Nous avons ainsi ouvert un bureau à Québec où deux gestionnaires peuvent maximiser notre développement d'affaires. De plus, nous avons conclu un partenariat avec le Mouvement Desjardins pour satisfaire les besoins en financement des PME et dans le cadre duquel une douzaine d'investissements ont déjà été approuvés. Enfin, nous avons repositionné nos produits de financement à terme afin de travailler en complémentarité avec les autres institutions financières québécoises.

Quels seront les grands défis de l'année 2011?

Les entreprises québécoises devront faire face à des enjeux de productivité en raison de la hausse du dollar canadien et du prix des matières premières. De notre côté, il s'agira de continuer à les appuyer en misant sur notre expertise pour répondre le mieux possible à leurs besoins au chapitre de l'investissement, de la préparation de la relève et de l'accompagnement dans l'internationalisation.

GazMétro
la vie en bleu

La Caisse entretient une relation d'affaires fructueuse avec Gaz Métro depuis plusieurs années. Au cours des derniers mois, elle a augmenté substantiellement son investissement dans cette entreprise active au Québec, au Canada et dans le nord-est du continent, notamment dans la distribution et le transport du gaz naturel. La Caisse croit que Gaz Métro possède tous les atouts pour maintenir sa position actuelle de chef de file. La Caisse dispose dans cette entreprise d'un investissement de qualité, qui procure un rendement stable au bénéfice de ses déposants et de l'économie québécoise.

La Caisse a augmenté sa participation dans l'entreprise en acquérant des participations additionnelles dans Trencap et Noverco, deux sociétés liées à Gaz Métro. Ces deux transactions pourraient représenter des investissements de plus de 300 M$.

L'immobilier : un secteur dynamique, des actifs de grande qualité

La Caisse est solidement implantée au Québec dans le domaine de l'immobilier. Son secteur immobilier, qui gère les portefeuilles, immeubles et dettes immobilières, est l'un des principaux investisseurs au Québec dans ce marché avec un actif total qui s'élevait à 6,8 G$ au 31 décembre 2010, soit une hausse de plus de 870 M$ par rapport à 2009.

Une quarantaine de nouveaux placements ont été autorisés dans ce secteur au cours de l'année, pour un montant total de près de 750 M$. À la fin de l'année 2010, la Caisse possédait près de 70 immeubles et finançait plus de 430 propriétés immobilières commerciales au Québec.

Les actifs immobiliers de la Caisse ont bénéficié de l'amélioration des conditions de marché, notamment dans le secteur des centres de commerce de détail. Le portefeuille de prêts immobiliers a également profité d'un marché plus effervescent, surtout dans le secteur des immeubles de bureaux.

Dans leurs activités d'investissement au Québec, les filiales immobilières de la Caisse ciblent des immeubles de grande qualité, jouissant d'une excellente position dans leur marché. Cette qualité du portefeuille immobilier se reflète dans le taux d'occupation de 95 % en 2010. Le tableau 5 présente les dix principaux placements dans les immeubles au Québec.

Chaque année, dans le cadre de ses activités immobilières, la Caisse investit également des sommes considérables dans le repositionnement et la rénovation de ses propriétés. En 2010, ce sont près de 40 M$ qui ont ainsi été injectés par la Caisse dans l'économie québécoise.

Tableau 5

DIX PRINCIPAUX PLACEMENTS AU QUÉBEC — GROUPE IMMOBILIER
(au 31 décembre 2010)

1000 De La Gauchetière Ouest, Montréal
Centre CDP Capital, Montréal
Centre de commerce mondial de Montréal, Montréal
Centre Eaton de Montréal, Montréal
Fairview Pointe-Claire, Montréal
Galeries d'Anjou, Montréal
Laurier Québec, Québec
Place Ville Marie, Montréal
Rockland, Montréal
Place Ste-Foy, Québec

Laurier Québec

En 2010, Ivanhoé Cambridge a acquis la participation de 50 % que détenait OMERS dans Laurier Québec, devenant ainsi propriétaire de la totalité de l'immeuble, avec un investissement de 200 M$.

Ce centre commercial est le plus grand dans l'Est du Canada, avec une superficie de plus de 1,2 million de pieds carrés et 350 magasins.

FAITS marquants

DANIEL FOURNIER
Premier vice-président, Immobilier
Président du conseil et chef de la direction, Ivanhoé Cambridge
Président du conseil d'administration, Otéra Capital

Depuis le printemps vous avancez à grands pas?

En effet, je suis particulièrement fier des progrès rapides de nos équipes et je suis convaincu que notre nouvelle approche intégrée autour de deux axes stratégiques, les investissements et l'exploitation, va nous permettre de mieux faire face à la concurrence. De mettre en commun nos connaissances et expertises et ainsi d'accroître notre efficacité fera d'Ivanhoé Cambridge un acteur immobilier de classe mondiale.

Investir dans les PME québécoises qui ont le potentiel de se transformer en grandes entreprises d'envergure internationale

À l'heure actuelle, seulement 30 % des PME québécoises qui exportent le font vers l'Europe, et seulement 16 % vers l'Asie. Or, étant donné la taille limitée des économies québécoise et canadienne, les entreprises québécoises doivent étendre leur présence sur les marchés internationaux pour continuer à croître.

La Caisse estime qu'il existe plusieurs dizaines de PME québécoises qui ont la capacité de devenir de grandes entreprises d'envergure internationale. Elle s'est donné pour objectif d'investir dans les meilleures d'entre elles, non seulement pour contribuer au développement économique du Québec, mais aussi pour saisir des occasions d'affaires rentables.

GGI INTERNATIONAL™

GROUPE GRAHAM INTERNATIONAL

Dans le cadre de son partenariat avec Desjardins, la Caisse a investi en 2010 à hauteur de 7,2 M$ dans Groupe Graham International (GGI), une entreprise familiale spécialisée dans la conception, l'ingénierie et la fabrication d'assemblages d'interfaces utilisées dans des secteurs de pointe tels l'aéronautique et les télécommunications. L'appui financier de la Caisse et de Capital régional et coopératif Desjardins permettra à l'entreprise de maintenir son contrôle au Québec et lui donnera la capacité de faire rayonner son expertise et ses produits à travers le monde.

FONDS MANUFACTURIER QUÉBÉCOIS

Créé en 2006, le **Fonds Manufacturier Québécois (FMQ)** réunit l'expertise financière de la Caisse et les compétences opérationnelles de gestionnaires chevronnés pour identifier des entreprises manufacturières québécoises rentables et présentants des occasions d'investissement intéressantes.

Doté d'un capital de 100 M$ et commandité par la Caisse, le FMQ a investi dans deux moyennes entreprises à fort potentiel en 2010.

www.fondsmanufacturier.com

Hason

Le FMQ a investi 4 M$ dans **Produits d'Acier Hason Inc.**, un des principaux manufacturiers nord-américains de composantes d'unités de craquage catalytique installées dans les raffineries de pétrole brut. L'entreprise, qui emploie près de 150 employés répartis dans ses usines de Lanoraie et Berthierville, vend ses produits dans les Amériques, en Asie, au Moyen-Orient et en Europe. L'appui du FMQ permettra à Hason d'agrandir son usine de Lanoraie, d'améliorer sa productivité et de poursuivre son développement des marchés internationaux.

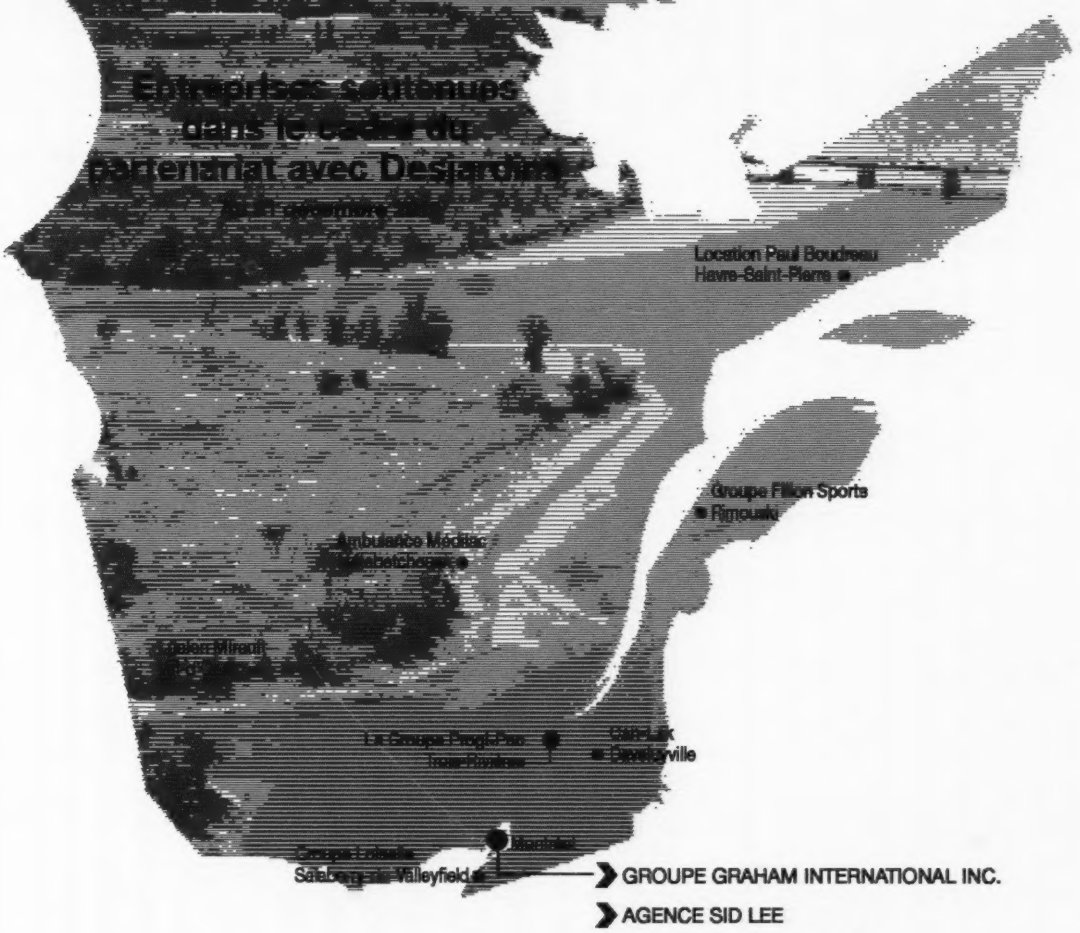
En décembre 2010, le FMQ a investi 3 M$ dans **Avant-Garde Technologie (AGT)**, une entreprise qui conçoit, développe et livre des solutions automatisées sur mesure visant à améliorer l'efficacité opérationnelle d'entreprises du secteur manufacturier. Cet appui financier permettra à AGT d'acquérir l'entreprise Orus Intégration, spécialisée dans la vision artificielle, et de devenir un chef de file au Québec dans les solutions d'automatisation. Il lui permettra aussi de poursuivre ses efforts de développement et de commercialisation d'une cellule consacrée à la fabrication automatisée de structures d'acier.

Conclure des partenariats avec d'autres institutions afin de bonifier notre appui aux entreprises

Les PME québécoises prometteuses sont présentes partout sur le territoire. Afin de s'assurer que ces entreprises puissent avoir accès à son expertise et à ses moyens financiers, la Caisse a conclu en 2010 un partenariat avec le Mouvement Desjardins, une institution financière très intégrée au tissu social et économique du Québec.

Cette entente de 600 M$ sur trois ans compte deux volets. Le premier volet vise à satisfaire les besoins de financement des petites entreprises et est assorti d'un fonds de 200 M$, Capital croissance PME, investissant principalement sous forme de prêts subordonnés de moins de 3 M$. Le deuxième volet de l'entente prévoit un montant de 400 M$ destiné au financement des moyennes entreprises, principalement par le biais de prêts à terme traditionnels de plus de 5 M$ et sous forme de capital-actions et de quasi-capital-actions.

En 2010, des investissements totalisant [illegible] ont été annoncés dans le cadre de ce partenariat. Ces sommes permettront à près d'une douzaine d'entreprises situées dans huit régions du Québec d'améliorer leur productivité et de réaliser leurs projets de croissance afin de maintenir leur position de chef de file [illegible]



Servir de pont entre les entreprises québécoises et les marchés mondiaux

Pour la Caisse, la croissance économique et la création de richesse au Québec reposent en bonne partie sur la capacité des entreprises québécoises à se tailler une place sur les marchés mondiaux et à accroître leurs exportations.

Aujourd'hui et à l'avenir, la concurrence comme les occasions d'affaires viendront de tous les coins de la planète. Le Québec a la capacité de relever ce défi, de saisir ces occasions. Et la Caisse peut jouer un rôle important pour y contribuer : celui de pont pour les entreprises québécoises qui ont la capacité de conquérir les marchés mondiaux. C'est le volet de sa stratégie qu'elle entend accentuer et intensifier au cours des prochaines années.

La Caisse souhaite mettre son envergure internationale, ses investissements sur les marchés mondiaux, ses réseaux d'affaires à l'étranger, de même que son expertise acquise dans les nouveaux marchés à la disposition des entreprises québécoises prometteuses. Son objectif : appuyer les projets de croissance de ces entreprises afin qu'elles deviennent des championnes sur la scène internationale, au bénéfice de tout le Québec.

Cette vision du pont vers l'international se concrétise au moyen d'investissements, mais également par l'organisation d'activités d'échanges sur les bonnes pratiques liées aux défis de la mondialisation des marchés.

BSA

En novembre 2010, la Caisse a investi 7,8 M$ dans BSA, un chef de file en services techniques pour l'industrie des aliments et la transformation des viandes dans les marchés du Québec, des Maritimes et de l'Ontario. BSA est un acteur dominant dans son secteur et présente de bonnes perspectives d'avenir. Fondée en 1989, elle compte 135 employés, dont 120 au Québec. Ses activités sont réparties dans quatre divisions, dont une est située en Inde. L'appui de la Caisse permettra, entre autres, à BSA de réaliser ses projets d'expansion à l'international.

CIRQUE DU SOLEIL

La Caisse est un partenaire de longue date du Cirque du Soleil, une entreprise québécoise reconnue mondialement pour ses spectacles et son divertissement artistique de haute qualité, et dont le siège social international est établi à Montréal. Déjà en 2001, la Caisse investissait 50 M$ dans un financement de 250 M$ permettant aux fondateurs de remanier leur structure de partenariat. En 2010, la Caisse a autorisé 25 M$ afin d'appuyer le Cirque dans son développement international. Ce projet d'investissement concerne deux nouveaux spectacles qui auront lieu à Los Angeles, New York et Moscou.

Conclure des partenariats avec des investisseurs institutionnels actifs mondialement

La Caisse compte profiter de sa masse critique, de son envergure et de sa crédibilité sur les marchés internationaux pour étendre encore davantage ses réseaux partout dans le monde, particulièrement dans les pays émergents. C'est d'ailleurs pourquoi elle a développé et mis en place deux partenariats importants avec des institutions bien positionnées sur l'échiquier mondial.

Un nouveau partenariat avec la BANQUE HSBC, une institution financière mondiale, très présente en Asie et au Brésil

Les entreprises québécoises de taille moyenne doivent surmonter de nombreux obstacles afin de réaliser leurs projets de croissance à l'international, que ce soit pour l'acquisition d'un concurrent ou encore l'expansion de leurs activités à l'étranger. Conscientes de ces enjeux, la Caisse et la Banque HSBC Canada ont uni leurs efforts à la fin de 2010 afin de créer une offre de financement pour des projets d'investissement à l'international. La complémentarité de leur offre de financement et de services, jumelée à leur vaste réseau, représente un appui unique pour les entreprises québécoises.

Le partenariat avec AXA PRIVATE EQUITY, mis sur pied en 2009, commence à porter ses fruits

Les entreprises québécoises sont à la recherche non seulement de financement, mais également d'occasions d'affaires à l'international. L'accès à un réseau étendu et solide revêt une importance cruciale pour les entrepreneurs. C'est pourquoi, en 2009, la Caisse et AXA Private Equity, présente en Europe et en Asie, ont décidé de partager leur réseau respectif. Depuis, près d'une quarantaine d'entreprises québécoises et européennes ont bénéficié de possibilités de maillage de part et d'autre de l'Atlantique. Cette entente a permis, entre autres, à une entreprise québécoise spécialisée dans la tuyauterie industrielle de se présenter comme fournisseur d'un grand donneur d'ordre européen. Une autre entreprise du Québec et une PME européenne, spécialisées dans les solutions de gestion de projets, ont pu échanger sur leurs défis et mettre au point une stratégie commune pour la conquête de leurs marchés respectifs.

Contribuer à l'expertise financière au Québec

La contribution de la Caisse ne passe pas seulement par ses investissements financiers. Le volume et l'envergure de ses activités attribuent à la Caisse un rôle d'intégrateur financier au Québec. Elle est active, directement et indirectement, dans tous les métiers liés à la finance. Cette masse critique est utilisée pour contribuer à maintenir un milieu financier québécois actif et moderne, qui deviendra un catalyseur de développement et de croissance économique.

Appuyer des initiatives qui dynamisent l'industrie financière au Québec

L'apport de la Caisse dans le milieu financier québécois se mesure de bien des façons. Tout d'abord, il est intéressant de noter que, sur les 3 G$ d'opérations bancaires qu'elle effectue quotidiennement, plus des deux tiers sont réalisés par des banques et des courtiers établis au Québec.

Aussi, la Caisse peut attirer des entreprises étrangères afin qu'elles viennent créer de l'activité et de l'emploi au Québec. Cette approche a été adoptée en 2009 avec un fournisseur français qui produit des applications informatisées pour le secteur financier. L'entreprise emploie aujourd'hui 10 personnes à Montréal. Depuis plusieurs années, la Caisse utilise les services de fournisseurs québécois en gestion d'actifs qui se distinguent par leurs avantages comparatifs et dont Van Berkom et Associés, Hexavest, Crystallin/Améthyste, HR Stratégies et AFC. Elle est d'ailleurs en train de conclure d'autres ententes de ce type.

Dans un autre ordre d'idée, la Caisse et ses filiales immobilières dépensent annuellement près de 600 M$ au Québec, dont près de 400 M$ pour les seules charges d'exploitation des actifs immobiliers. Ce grand volume d'activités fait appel aux services de plus de 1 800 fournisseurs québécois, contribuant ainsi à la création ou au maintien d'un grand nombre d'emplois au Québec, sans compter les répercussions sur le développement d'une expertise financière. La Politique en matière de contrats d'acquisition ou de location de biens et services de la Caisse favorise d'ailleurs le développement économique et le développement durable. Cette politique vise à encourager les fournisseurs québécois, dans la mesure où ils répondent aux critères de coût et de qualité recherchés.

Soutenir le développement d'une expertise en matière d'investissement responsable et de développement durable

La contribution de la Caisse à l'industrie financière du Québec se définit, entre autres, par le développement d'une expertise en matière d'investissement responsable. Dans une volonté d'amélioration continue, de simplification des stratégies d'investissement et de gestion des risques optimale, la Caisse a mis à jour sa Politique sur l'investissement responsable, qui était en vigueur depuis 2005. Cette mise à jour, réalisée en 2010, prend en compte l'expérience de la caisse ainsi que les tendances du milieu en matière d'investissement responsable.

La Caisse et ses filiales immobilières sont également engagées dans le développement durable depuis plusieurs années. Leurs actions en ce sens ciblent et mettent en valeur les dimensions sociale, économique et environnementale de leurs activités. En 2009, la Caisse a rendu public son premier Plan d'action de développement durable, qui encadre l'ensemble de ses actions pour la période 2009-2011. Ce plan s'inspire des meilleures pratiques et est arrimé aux objectifs définis dans la loi sur le développement durable du Québec.

En collaboration avec les universités et d'autres partenaires, réaliser des initiatives qui enrichissent l'expertise financière et qui favorisent la relève

Le capital humain est un élément essentiel pour créer un contexte favorable à une industrie financière dynamique. Dans ce domaine, c'est le talent qui compte d'abord. La Caisse croit que l'industrie doit continuer à investir dans le développement d'un large bassin d'expertise financière. Elle compte d'ailleurs agir de manière proactive et partager ses connaissances et son expertise en intensifiant ses liens avec les universités.

Les partenariats avec les universités, notamment les écoles de gestion, se retrouvent au coeur de l'engagement de la Caisse. À l'automne 2010, trois groupes de travail internes (recherche appliquée, acquisitions de talents et développement de l'expertise) ont élaboré et commencé la mise en oeuvre d'un nombre important d'initiatives.

Aperçu des premières initiatives lancées en 2010

- Tournée des universités du Québec afin d'établir de nouveaux modes de collaboration.
- Présentations d'experts de la Caisse dans le cadre de cours universitaires, afin de sensibiliser les étudiants aux occasions de carrière dans le monde de la finance.
- Agenda de recherche appliquée avec plusieurs universités, permettant à la Caisse d'orienter les travaux de chercheurs sur ses sujets stratégiques tout en leur faisant bénéficier de son expertise et de son réseau.
- Programme de stages à la Caisse, afin d'exposer les étudiants universitaires à des métiers de la finance hautement spécialisés.
- 13e édition de la Simulation boursière Inter Universitaire (SBIU) HEC Montréal, tenue à la Caisse en collaboration avec SITQ et CGI.
- Partenariat avec l'École d'entrepreneurship de Beauce (ÉEB), une institution unique en son genre dédiée à l'entraînement de la relève entrepreneuriale.

FAITS marquants

FRÉDÉRICK CHARETTE
Premier vice-président, Gestion des talents et développement organisationnel

Comment s'articule la stratégie de la Caisse pour le développement de l'expertise financière au sein des universités du Québec ?

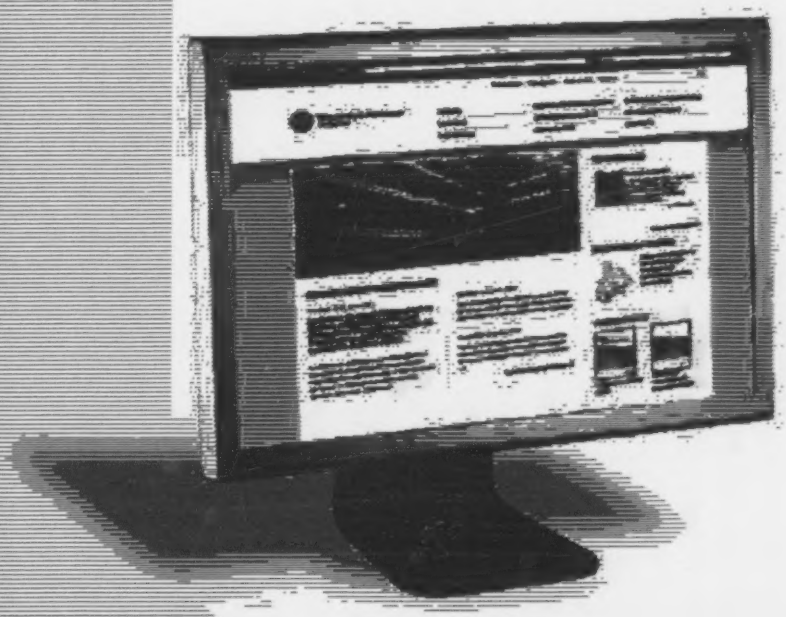
Notre stratégie s'article autour de trois volets. Le premier inclut la possibilité de développer des agendas de recherche avec les universités sur des sujets pertinents pour la Caisse. Le deuxième consiste à favoriser l'expertise financière par des initiatives comme des programmes de stages, des conférences, une implication de nos professionnels comme conférenciers ou chargés de cours dans les programmes de finance. Enfin, nous contribuons à plusieurs programmes d'études, de manière financière ou par l'apport d'expertise. Par exemple, nous sommes impliqués avec l'ETS et l'Université Concordia dans le développement du contenu de cours en ingénierie financière et en investissement durable.

Que vous réserve l'année 2011 ?

En plus de poursuivre notre tournée universitaire et développer un nouveau programme de bourses pour les étudiants, nous sommes heureux de confirmer la conclusion d'un partenariat avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour la création d'une chaire en gestion de portefeuille, ainsi que pour le renouvellement de notre partenariat concernant la Salle des marchés.

La majeure partie du contenu de cette publication est tirée du Rapport annuel 2010 de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Pour une lecture complète du Rapport annuel :
www.lacaisse.com



Tenez-vous au courant des réalisations récentes de la Caisse au Québec en visitant **www.lacaisse.com/quebec**

Caisse de dépôt et placement du Québec

Bureau d'affaires
Centre CDP Capital
1 000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal (Québec) H2Z 2B3
Tél. 514 842-3261 • Téléc. 514 842-4833

Siège social
Édifice Price
65, rue Sainte-Anne, 14e étage, Québec (Québec) G1R 3X5
Tél. 418 684-2334 • Téléc. 418 684-2335

www.lacaisse.com

Cette brochure a été imprimée sur un papier 100% post-consommation